

Vienne / Paris, le 29 mars 2018

Europe centrale et orientale : le risque politique augmente sans toutefois affecter les entreprises locales pour le moment

Avec une vague continue d'élections (Hongrie, République tchèque, Pologne, Slovaquie, Slovaquie), les pays d'Europe centrale et orientale traversent une période de changement clé dans un contexte de croissance économique toujours soutenue. L'indice du risque politique de Coface dresse une situation contrastée à travers la région. Si le modèle du risque social indique un niveau de risque faible en raison de l'environnement macroéconomique favorable entraînant une amélioration de la confiance des ménages et soutenu par des mesures gouvernementales, la tendance populiste et les inquiétudes vis-à-vis de l'Union européenne augmentent le niveau de risque politique global.

De façon générale, le risque est significativement moins élevé dans les pays d'Europe centrale et orientale que dans le passé, la région jouissant d'une activité économique qui s'est accélérée ces dernières années. Les indicateurs socio-économiques utilisés pour mesurer le degré de frustration sociale se sont améliorés : le PIB par habitant a augmenté pour se rapprocher de la moyenne de l'Europe de l'Ouest et le taux de chômage a considérablement diminué, tandis que l'inflation reste modérée.

Le risque politique a des formes et niveaux variés selon les pays de la région. La Hongrie et la Pologne reviennent le plus souvent dans le cadre de préoccupations de l'UE et des institutions internationales sur le respect de l'État de droit. Les modifications du système juridique et judiciaire suggérées en Roumanie sont jugées négatives pour l'efficacité de la lutte contre la corruption. En République tchèque, où le mouvement ANO a remporté les dernières élections en octobre 2017, la voie empruntée par son leader Andrej Babis a été comparée à celle des partis au pouvoir en Hongrie et en Pologne. Bien que ces changements ne soient pas encore effectifs, la République tchèque vient de traverser une phase d'agitation politique suite à l'échec du vote de confiance en janvier 2018. Le premier ministre cherche toujours à former un nouveau gouvernement de coalition avec l'appui du parlement. La Slovaquie et la Slovaquie ont, pour leur part, dû faire face à la démission de leurs premiers ministres.

La polarisation sociale au sein des pays d'Europe centrale et orientale peut s'observer dans le nombre de manifestations civiles. *« Divers changements affectant la situation des habitants ou le paysage politique ont conduit à un certain nombre de manifestations dans différents pays »,* analyse Grzegorz Siewiewicz, économiste de Coface pour l'Europe centrale et orientale et auteur de l'étude *« La singularité du risque politique en Europe centrale et orientale »*¹. *« Les problèmes de corruption, qui contribuent au mécontentement social, continuent à peser sur le niveau du risque politique des PECO, en dépit du fait que les pays ont adopté les normes de l'UE et réalisé des progrès significatifs dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la*

¹ *« The singularity of political risk in Central and Eastern Europe », mars 2018*

mise en place de garde-fous anticorruption dans de nombreux pays. La Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie restent derniers dans les classements mesurant la corruption parmi les pays européens ».

Où peuvent mener les tensions avec l'Union européenne ?

Pour l'instant, le contexte politique et les conflits de certains pays d'Europe centrale et orientale avec l'UE n'ont pas eu de conséquences sérieuses pour les entreprises locales. Cela s'explique principalement par d'autres facteurs favorables pour l'économie régionale et les entreprises qui y opèrent. L'activité économique s'est accélérée pour atteindre son point culminant des huit dernières années en 2017 (4,5 %) et devrait rester à un niveau confortable de 3,9 % en 2018. La consommation des ménages, le rebond des investissements et les projets cofinancés par le budget de l'UE contribuent fortement à cette situation. Les exportateurs bénéficient du redressement de la demande mondiale, en particulier sur les principaux marchés étrangers, ainsi que de la compétitivité au niveau des prix et de la qualité. Ces deux derniers facteurs combinés à la proximité géographique avec l'Europe de l'Ouest continuent à inciter les entreprises étrangères à investir dans la région.

Il est néanmoins possible que toute nouvelle dégradation du risque politique attise les réticences des entreprises étrangères à rester dans la région, notamment si cela les atteint directement. Un durcissement des relations avec l'UE et les potentielles conséquences financières pourraient avoir un effet déclencheur, même si les gouvernements tiennent à ne pas perdre ces importants contributeurs à l'économie locale. Il est toujours probable que les tensions actuelles entre l'UE et les pays d'Europe centrale et orientale se dénouent par le compromis, les deux parties ayant trop à perdre en cas de dégradation des relations.

L'indice original du risque politique lancé par Coface en 2017 distingue deux grands risques : le risque sécuritaire (conflits et terrorisme) et la fragilité politique et sociale. Si le premier empêche directement les entreprises d'exercer leur activité, le second a souvent un effet plus indirect, via la confiance.

CONTACT MEDIA

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

Coface : for trade - Ensemble, développons l'entreprise

70 ans d'expérience et un maillage territorial des plus fins ont fait de Coface une référence dans l'assurance-crédit, la gestion des risques et l'économie mondiale. Les experts de Coface, dont l'ambition est de devenir le partenaire d'assurance-crédit le plus agile de l'industrie, opèrent au cœur de l'économie mondiale, aidant 50000 clients à construire des entreprises performantes, dynamiques et en croissance. Les services et solutions du Groupe protègent et aident les entreprises à prendre les décisions de crédit nécessaires pour renforcer leur capacité à vendre sur leurs marchés nationaux et d'exportation. En 2017, Coface comptait ~4,100 collaborateurs dans 100 pays et a enregistré un chiffre d'affaires de €1,4 Mds.

www.coface.com

COFACE SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris

Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

